

Aff N°: 000000341936710001

N° chrono: 6

Date: 08/06/22

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE ECOLE - DENAT 81 DENAT (81)

MAITRE D'OUVRAGE

MAIRIE DE DENAT

81120 DENAT

Maître d'ouvrage délégué

COMMUNE DE DENAT
1 PLACE DE LA MAIRIE
81120 DENAT
France

Maître d'oeuvre

CABROL ET BEAUVOIS ARCHITECTES
41B RUE AMIRAL GALIBER
81100 CASTRES
France

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE**PHASE DE CONCEPTION**

APAVE SUDEUROPE SAS - TOULOUSE
LACOMBE BERTRAND
11 RUE ALEXIS DE TOCQUEVILLE
CS 52071
31018 TOULOUSE CEDEX 2

PHASE DE REALISATION

APAVE SUDEUROPE SAS - TOULOUSE
LACOMBE BERTRAND
11 RUE ALEXIS DE TOCQUEVILLE
CS 52071
31018 TOULOUSE CEDEX 2

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	08/06/22	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	6

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	6
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	8
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	8
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	11
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	14
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT	15
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	15
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	17
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	17
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	18
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE	19
3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	21
3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	22
4. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	30
4.1. ORGANISATION DES SECOURS	30
5. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	31
5.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	31
6. ANNEXES	32
6.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	32

6.2. CALENDRIER DES TRAVAUX	36
6.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	36
6.4. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	36
6.5. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	36

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE ECOLE - DENAT 81 - DENAT (81)

Descriptif de l'opération :

CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE ECOLE - CHEMIN DES AUBEPINES DENAT 81120 .
SURFACE = 681 M2 DE PLAIN - PIED .

Calendrier :

Date début des travaux : SEPTEMBRE 2022

Durée totale des travaux : 12 MOIS

Planning - Phasage de l'opération :

1 SEULE PHASE TRAVAUX .

Effectifs :

Effectif moyen prévisible : 9

Effectif pointe prévisible : 25

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Permis de construire - Prescriptions particulières

Déclaration préalable

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
3	<p>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</p> <p>RAPPEL: le chantier est interdit au public.</p> <p>Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.</p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
31	<p>Personnes autorisées</p> <p>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier, équipées des EPI adaptés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération - les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe - les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération - les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage - les coordonnateurs SPS de l'opération - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises - toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. 	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
65	<p>Informations des salariés</p> <p>Dès l'entrée sur le chantier, le personnel sera systématiquement informé par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses obligations en matière de protections individuelles et collectives (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc...).</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Immédiat
1	<p>Liste nominative des intervenants</p> <p>Chaque entreprise tiendra à jour la liste de ses salariés intervenant sur le chantier. Tenir cette liste à disposition de l'Inspection du Travail et des représentants de la CARSAT.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
2	<p>Identification des entreprises</p> <p>Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	<p>Utilisation du personnel intérimaire</p>			

53	<p>Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer, - que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré, - que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires. <p>Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiant de la prestation</p>	Toutes entrep.	Entrep. concernée	Durée chantier
88	<p>La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire. Les modalités de coopération sont donc définies par une convention/contrat établi entre les 2 parties, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes :</p> <p><u>A la charge du prestataire de service</u> : conduite en sécurité de l'engin, respect du code de la route et des dispositions particulières au chantier.</p> <p><u>A la charge de l'entreprise donneur d'ordre</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'assurer au préalable de la compétence du conducteur ainsi que de l'adéquation et de la vérification réglementaire de l'engin attestant de sa conformité, - accueillir l'intervenant afin de lui donner les consignes générales, - présenter à l'intervenant le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre afin de l'informer des risques spécifiques au chantier : les modes opératoires, les risques et mesures de prévention liés à la prestation seront intégrés dans le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre, - autorisations administratives nécessaires, DICT, élinguage, chargement, chef de manœuvre ou surveillant. <p>Emploi de salariés détachés</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

87	<p><u>Rappel des obligations de l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés sur le territoire français :</u></p> <p>L'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues aux articles L1262-1 et L1262-2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - adresse une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation; - désigne un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 pendant la durée de la prestation. <p><u>Rappel des obligations du donneur d'ordre ou du maître d'ouvrage :</u></p> <p>Le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage qui contracte avec un prestataire de services qui détache des salariés sur le territoire français, vérifie auprès de ce dernier, avant le début du détachement, qu'il s'est acquitté de ses obligations de déclaration auprès de l'inspection du travail. Pour cela, le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage se fait remettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de cette déclaration; - une copie du document désignant le représentant chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 (inspection du travail notamment). <p>A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant les documents ci-dessus, le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre adresse, dans les 48 heures suivant le détachement, une déclaration à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation, dont le contenu est précisé à l'article R1263-14 du code du travail.</p> <p>Autres prestataires de service : remise d'un PPSPS et réalisation d'une inspection commune</p>	Entrep. concernée	Toutes entrep.	Durée chantier
25	<p>Les prestataires n'intervenant pas sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire, ainsi que les prestations énumérées ci-dessous (liste non limitative), concernent des interventions courantes de prestataires qui, en raison des risques graves liés à la nature des interventions, doivent être considérés comme une entreprise. A ce titre, ces prestataires sont soumis à l'ensemble des dispositions relatives à la coordination SPS applicable à l'opération (Inspection commune et remise d'un PPSPS) : monteuses de grue, poseurs de filets, monteuses d'échafaudage, etc.</p> <p>Fournisseurs - Livreurs</p>	Entrep. concernée	Toutes entrep.	Durée chantier
42	<p>Lorsque le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu.</p> <p>Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué.</p> <p>Conditions d'accès de certains visiteurs : groupes scolaires, futurs propriétaires ou utilisateurs de l'ouvrage, autres visiteurs</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier


36	<p>Certains visiteurs, qui ne sont pas partie prenante dans la réalisation de l'opération, sont autorisés à pénétrer sur le chantier sous réserve du respect des obligations décrites ci-après et de l'accord du maître d'ouvrage et du maître d'oeuvre. Les visiteurs seront obligatoirement accompagnés par une personne connaissant le chantier. Les conditions et modalités d'accès des visiteurs, devront être déterminées et organisées préalablement à chaque visite par le maître d'oeuvre et le demandeur, en concertation avec le coordonnateur SPS. Elles seront communiquées par écrit au demandeur. Ce dernier indiquera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identité du demandeur et le motif de la visite - les jours et heures de visite autorisés, en dehors desquels la visite de pourra pas avoir lieu - l'itinéraire de la visite à respecter obligatoirement - le nombre de personnes maximum à ne pas dépasser par visite - le nombre et les identités des personnes encadrant les visiteurs - les consignes de sécurité à respecter par chaque visiteur, notamment le port des équipements individuels de protection. <p>Déclaration de sous-traitants</p>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage		Durée chantier
91	<p>Pour les demandes d'agrément des sous-traitants émises en phase travaux, elles devront être remises 3 semaines avant intervention de l'entreprise sous traitante, à la Maîtrise d'ouvrage, à la Maîtrise d'oeuvre et copie au Coordonnateur SPS.</p> <p>Le Maître d'ouvrage transmettra au CSPS l'accord de soustraitance signé.</p> <p>Intervention en dehors des jours et heures d'ouverture du chantier</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt arriv. Ent
23	<p>Toute entreprise souhaitant travailler en dehors des périodes d'ouverture du chantier doit en aviser par écrit, au moins une semaine avant, le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS. En cas d'accord de ces derniers, l'entreprise indique dans son PPSPS, qu'elle diffuse au coordonnateur SPS (additif) , la nature de l'intervention, les conditions de réalisation, et les mesures particulières qu'elle adopte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour que les salariés ne demeurent pas isolés sur le chantier et puissent être rapidement secourus en cas d'accident : nombre d'intervenants, présence de secouriste(s) du travail formés dans l'équipe, consignes d'appel des secours, moyens d'alerte mis à disposition ; • afin de répondre à toute contrainte qui lui serait indiquée par le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre ou le coordonnateur SPS, préalablement à l'intervention. <p>L'entreprise est tenue d'obtenir les autorisations administratives, dans le cas où celles-ci sont requises.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier

2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER




N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
62	<p>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</p> <p>Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.</p> <p>Organisation générale</p>	GROS OEUVRE + FONDATIONS	Compte prorata GROS OEUVRE + FONDATIONS	Ph. préparation

70	. Raccorder en priorité les équipements aux réseaux de distribution à proximité des points de pénétration de ces réseaux dans l'emprise du chantier.	GROS OEUVRE + FONDATIONS	Compte prorata	Ph. préparation
7	CLOTURE DE CHANTIER Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien. Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.	GROS OEUVRE + FONDATIONS	Compte prorata GROS OEUVRE + FONDATIONS	Durée chantier
59	Panneau de chantier Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique. Affichage de la déclaration préalable et de ses mises à jour par le Coordonnateur SPS dans le bureau de chantier.	GROS OEUVRE + FONDATIONS Maître d'ouvrage	GROS OEUVRE + FONDATIONS	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
60	PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES Tout ouvrage doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail (R4533-1 à 5).	GROS OEUVRE + FONDATIONS	Compte prorata	Durée chantier
76	Branchements provisoires Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le maître d'œuvre et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001. Il seront dimensionnés de manière à permettre l'alimentation suffisante des installations et équipements nécessaires à la réalisation des ouvrages.	GROS OEUVRE + FONDATIONS	Compte prorata GROS OEUVRE + FONDATIONS	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
90	Plateforme de cantonnement L'implantation du cantonnement sera définie en tenant compte de la présence éventuelle des réseaux, et des recommandations découlant de la D.T et des D.I.C.T. Cette zone permettra l'implantation des bungalows de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, la salle de réunion, les vestiaires de toutes les entreprises, les réfectoires, les sanitaires du cantonnement, les parkings.	GROS OEUVRE + FONDATIONS	Compte prorata GROS OEUVRE + FONDATIONS	Ph. préparation
37	ZONE DE CANTONNEMENT Gestion de cantonnement - Base vie La base vie sera gérée par le responsable du chantier désigné pendant toute la durée des travaux du présent marché. Elle sera ouverte chaque matin à l'arrivée de la première équipe et refermée chaque soir au départ de la dernière équipe. Cette base vie devra rester opérationnelle pendant la durée totale de chaque tranche de travaux, y compris pendant les périodes éventuelles d'arrêt du chantier.	GROS OEUVRE + FONDATIONS	Compte prorata Toutes entrep.	Durée chantier
17	Installations communes d'hygiène Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.	Compte prorata	Compte prorata	Durée chantier
	Bureaux de chantier			

24	Mettre à disposition des bureaux en nombre et capacité conformes aux prescriptions du marché, équipés du mobilier nécessaire, correctement chauffés, éclairés et aérés conformément aux règles qui leurs sont applicables. Prévoir un nettoyage régulier.	Compte prorata	Compte prorata	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	Tableaux d'informations des salariés			
74	Prévoir un tableau d'affichage en zone de cantonnement, dédié à l'affichage "sécurité" (consignes, affiches de sensibilisation à la prévention, information générale sécurité, compte-rendu de réunion,...)	GROS OEUVRE + FONDATIONS	Compte prorata	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	Salle de réunion			
81	Installer et mettre à disposition une salle de réunion de capacité conforme aux prescriptions du marché, équipée du mobilier nécessaire, correctement chauffée, éclairée et aérée conformément aux règles applicables. Prévoir des tables et chaises en nombre suffisant, des armoires permettant le rangement des documents afférents au chantier, notamment ceux de la coordination SPS, et des dispositifs permettant l'affichage des plans. Prévoir un nettoyage régulier.	GROS OEUVRE + FONDATIONS	Compte prorata	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	Mise à disposition d'EPI			
80	Pour les personnes extérieures au chantier (livreur, visteurs commerciaux, visiteurs du chantier) il sera mis à disposition dans une armoire de la salle de réunion les EPI suivants : 5 paires de chaussures de sécurité, 5 casques de chantier, 5 paires de lunettes de sécurité, Des protections auditives,...	GROS OEUVRE + FONDATIONS	Compte prorata	Durée chantier
	Bureaux et containers de stockage pour les entreprises			
20	Chaque lot installera et entretiendra ses propres bureaux et containers matériels conformément aux emplacements prévus au plan d'installation de chantier et aux besoins qu'il aura préalablement précisés en phase de préparation de chantier.	Entrep. concernée		Durée chantier
	Cantonnement installé dans les locaux existants			
77	Lorsque le cantonnement est installé dans des locaux existants, les installations électriques, les installations de production et de distribution d'eau chaude et froide, de chauffage, de ventilation et d'assainissement, d'éclairage, de protection et de lutte contre l'incendie doivent être conformes aux dispositions réglementaires applicables aux lieux de travail. Vérifier cette conformité et réaliser les adaptations nécessaires en préalable à la mise en service du cantonnement.	Compte prorata	Compte prorata	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	Evolution de la zone de cantonnement en cours de chantier			
33	Pour le dimensionnement des installations du cantonnement il sera tenu compte de l'évolution des effectifs présents sur le chantier. Les installations évolueront en fonction de l'effectif (décision prise en concertation avec la Maîtrise d'Ouvrage, l'OPC et le coordonnateur SPS). Le déplacement du cantonnement pourra être nécessaire en fonction du phasage des différentes opérations (évolution dans le temps, travaux d'aménagements extérieurs etc.). Le positionnement exact sera défini d'un commun accord entre le Maître d'Oeuvre, l'OPC et le coordonnateur SPS. Le ou les plans d'installations devront être approuvés avant toute intervention. Le titulaire du lot sera chargé de son exécution y compris les frais de transport afférents.	Entrep. concernée	Compte prorata	Durée chantier

79 	MOYENS COMMUNS PREVUS AUX CCTP L'utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises est une pratique qui permet de limiter les risques d'accidents. Elle doit être organisée. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement.	Toutes entrep.	Entrep. concernée	Durée chantier
---	--	----------------	-------------------	----------------





2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
48 	RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT CLASSES DE PRECISION DE LOCALISATION DES RESEAUX ENTERRES La précision de localisation des réseaux enterrés est classifiée de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none"> • Classe A : $\leq 0.40m$ pour réseau rigide ou $\leq 0.50m$ pour réseau flexible • Classe B : $\leq 1.50m$ • Classe C : $> 1.50m$. • POUR LES TERRASSEMENTS = FORMATION AIPR OBLIGATOIRE EN RÉFÉRENCE AU CODE DU TRAVAIL . • 	Entrep. concernée GROS OEUVRE + FONDATIONS VRD	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
43 	D.T. La déclaration de projet de travaux (DT) n'a pas été effectuée par le Maître d'ouvrage. Aucun démarrage de travaux ne pourra intervenir avant obtention des informations relatives à la présence de réseaux.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Ph. préparation
29 	D.I.C.T. Avant exécution des travaux, que vous soyez entreprise titulaire ou sous-traitant, vous devez impérativement consulter le télé-service www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr , afin d'identifier les exploitants de réseaux et localiser les réseaux situés dans l'emprise ou à proximité des travaux. Le télé - service vous donne accès aux formulaires de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) pré-remplis à télécharger et à transmettre aux exploitants. Joindre les réponses des DICT au PPSPS de votre entreprise. Tous travaux non débutés dans les 3 mois ou des modifications dans les travaux doivent faire l'objet d'un renouvellement de DICT.	Entrep. concernée GROS OEUVRE + FONDATIONS VRD	Entrep. concernée	Avant interv.



3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
67	CIRCULATION DES PIETONS Fléchage, signalisation Mettre en place et assurer la maintenance d'une signalisation des itinéraires piétons. Ces dispositifs devront être parfaitement visibles de jour comme de nuit.	Compte prorata GROS OEUVRE + FONDATIONS	Compte prorata	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
83	MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES Fouilles - Tranchées Mettre en place et entretenir des passerelles de franchissement des tranchées dès que leur largeur est supérieure à 0,40 m. Ces passerelles adaptées à la dimension des fouilles et tranchées, seront protégées contre les risques de chute par des garde-corps sur toute leur longueur.	Entrep. concernée GROS OEUVRE + FONDATIONS VRD	Entrep. concernée	Durée chantier
54	MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES Echafaudage commun Les échafaudages mis à la disposition des entreprises pendant les travaux seront montés, réceptionnés et utilisés conformément aux dispositions du Code du Travail (articles R 4323- 69 à 4323-80) Les échafaudages seront installés sur la périphérie des bâtiments pour permettre les travaux en façades et sur les toitures. En fonction de la pente du toit et pour éviter l'effet "toboggan, ils seront munis de garde-corps complémentaires surélevés et de filets de retenue sur le dernier niveau (maille 10 x 10) . Tous les accès au bâtiment seront munis d 'auvents de protection ou de pare-gravois préservant les piétons des chutes éventuelles d'objets et de matériaux. Les échafaudages seront munis de pancartes signalétiques interdisant aux personnes non autorisées de monter sur l'échafaudage: <ul style="list-style-type: none"> • accès interdit, échafaudage en cours de montage • puis accès interdit aux personnes non autorisées Vérifications réglementaires : généralités	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier



11 	<p>Faire vérifier les tours escaliers, plateformes et échafaudages avant mise ou remise en service, puis périodiquement pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004 :</p> <p>VÉRIFICATIONS AVANT MISE OU REMISE EN SERVICE : examen d'adéquation + examen de montage et d'installation + examen de l'état de conservation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant la 1ère utilisation ; - à la suite de tout démontage suivi d'un remontage ; - En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ; - A la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation ; - A la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois. <p>VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les 3 mois (examen approfondi de l'état de conservation) ; - quotidiennement (examen de l'état de conservation). <p>Vérifications journalières</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
45 	<p>Il appartient à chacune des entreprises utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, soumis aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, d'effectuer la vérification journalière avant d'autoriser leur utilisation par son personnel (examen de l'état de conservation).</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
47 	<p>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES</p> <p>L'utilisation généralisée de l'échelle comme moyen d'accès et de circulation ne permet pas de répondre aux principes généraux de prévention.</p> <p>Les échelles peuvent être utilisées comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le code du travail, suite à évaluation des risques effectuée par l'entreprise.</p> <p>Le port de charge sera exceptionnel, limité à des charges légères, peu encombrantes, portées par exemple en bandoulière ou à la ceinture (outillage léger). Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins trois points de préhension, simultanément. Cette règle interdit le port manuel de charge sur une échelle.</p> <p>L'échelle ne peut être utilisée comme poste de travail.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
28 	<p>MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES</p> <p>La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier. - L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
93	EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis. Les installations, équipements et engins de levage seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront faire procéder aux vérifications réglementaires avant mise en service, et périodiquement pendant les travaux. Elles seront en mesure de justifier de leur réalisation. Un exemplaire des compte-rendus de vérification sera tenu à disposition sur le chantier. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment. Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
26 	Proximité de terrassement en excavation Interdire les appuis des engins de levage en bord de talus ou de tranchée. Respecter les distances entre les appuis des engins de levage et les fouilles ou excavations définies dans les notices	Entrep. concernée		Durée chantier
15 	MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations. Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles. Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
85	Conditionnement des matériaux et matériels Conditionner les matériels et matériaux de façon à ce que leur manutention soit compatible avec les dispositifs de manutention prévus	Toutes entrep.		Durée chantier

3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
95	APPROVISIONNEMENTS Livraisons - Approvisionnement Préciser le lieu de livraison, l'horaire le plus adapté pour celle-ci, au besoin fournir un plan de situation et un plan d'accès à la demande du négociant. Désigner une personne pouvant être contactée en cas de difficultés pour la livraison.	Entrep. concernée		Durée chantier

102	 <p>Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité</p> <p>Le "Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité" (application de la recommandation R 476) est à la disposition des entreprises dans ce but afin de faciliter l'intervention de leurs livreurs : cf. DHOL en annexe.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
66	 <p>Recette à matériaux</p> <p>Prévoir l'installation de recettes à matériaux afin de faciliter les approvisionnements et de limiter les manutentions manuelles. Elles seront munies de protection collective contre les chutes.</p> <p>La résistance et les dimensions des recettes seront fonction des charges à réceptionner.</p> <p>Un panneau fixé sur chaque recette, indiquera la charge maximale admissible.</p> <p>A PRÉVOIR :</p> <p>METAH : MUTUALISATION DES EQUIPEMENTS DE TRAVAIL ET D' ACCES EN HAUTEUR (R476)</p> <p>SCALP : SECURISATION DES CIRCULATIONS DES ACCES ET LIVRAISONS A PIED D' OEUVRE (R477)</p> <p>DHOL : DOCUMENT HARMONISE D' ORGANISATION DES LIVRAISONS (R476)</p> <p>MESA : MISE EN SERVICE DES ASCENSEURS DÉFINITIFS EN PHASE CHANTIER .</p>	Compte prorata Entrep. concernée Maître d'ouvrage OPC	Compte prorata Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage OPC	Durée chantier
78	<p>Alimentation en carburant et entretien des engins et véhicules de chantier</p> <p>L'alimentation des engins et véhicules de chantier ainsi que les opérations d'entretien, ne pourront avoir lieu sur le chantier que s'ils sont exécutés sur une aire étanche munie d'un canal d'écoulement et d'un puisard de réception des eaux polluées, de capacité suffisante.</p> <p>Les dispositifs de lutte contre l'incendie et de pollution sont à prévoir à proximité immédiate de cette aire.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier





3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES





N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
101	 <p>EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI</p> <p>Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain pied.</p> <p>Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...).</p> <p>Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes lorsque celles-ci sont mises en place ou de les évacuer, par tous les moyens adaptés.</p> <p>Goulotte, monte-charge, monte-matériaux, etc</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier

38	Mettre en place des goulottes pour l'évacuation des déchets et gravats. Utiliser le monte charge pour l'évacuation des déchets et gravats. Mettre en place et utiliser un monte matériaux pour l'évacuation des déchets et gravats.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
86	ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain pied. Les bennes à déchets seront implantées dans une zone aménagée, balisée, entretenue, avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés. Chaque zone de stockage des déchets figurera dans le plan d'installation de chantier. L'enlèvement des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
39	Déchets industriels banals (DIB) Mettre à disposition des bennes correspondant aux différents produits non dangereux à évacuer et en assurer également la gestion (enlèvement, remplacement, etc...) - papiers, cartons (propres et pliés), - bois, - polystyrènes, plastiques, - métaux	Compte prorata	Compte prorata	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
69	Déchets inertes (DI) Mettre à disposition des bennes correspondant aux différents produits non dangereux à évacuer et en assurer également la gestion (enlèvement, remplacement, etc...) - béton et matériaux connexes, - matériaux de construction	Compte prorata	Compte prorata	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
84	Déchets, gravats, tous produits non dangereux Faire évacuer et remplacer les bennes avant tout risque de débordement. Durant les opérations de changement et déchargement de benne, interdire l'accès à la zone de manœuvre.	Entrep. concernée	Compte prorata	Durée chantier
21	ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS DANGEREUX Chaque entreprise reste responsable des déchets dangereux produits par ses travaux. Le PPSPS de l'entreprise mentionnera les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Les déchets dangereux devront être évacués au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier. Certaines matières ou substances présentant un risque particulier seront stockées à part par les entreprises concernées qui en assureront la gestion et la protection vis à vis des tiers et des autres intervenants. Le stockage de ces produits se fera impérativement sur les emplacements réservés à cet effet, dans le respect des règles d'incompatibilité.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier


3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
----	--	----------------	---------------------------	--------

<p>50</p> 	<p>UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES</p> <p>De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Durée chantier</p>
<p>94</p> 	<p>Maintenance des protections collectives</p> <p>Assurer la maintenance des protections collectives sur le chantier.</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Durée chantier</p>
<p>96</p> 	<p>Enlèvement temporaire d'une protection collective</p> <p>Interdire l'accès à la zone dangereuse, par des dispositifs matériels de condamnation. Signaler le danger.</p>	<p>Entrep. concernée</p>	<p>Entrep. concernée</p>	<p>Durée chantier</p>
<p>73</p> 	<p>Enlèvement temporaire d'une protection collective - Adaptation pendant les travaux</p> <p>L'enlèvement temporaire d'une protection collective, est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte de retirer un dispositif de protection contre les chutes (platelages, garde-corps, obturateur de trémie, de réservation,...) afin de réaliser ses travaux, elle doit, à chaque intervention et autant que nécessaire, adapter le dispositif de protection à la nouvelle configuration de la zone de travaux.</p> <p>L'accès à la zone rendue dangereuse sera interdit par des dispositifs matériels de condamnation.</p> <p>Le danger sera signalé par tout moyen efficace.</p> <p>Le PPSPS de l'entreprise précisera les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.</p>	<p>Entrep. concernée</p>	<p>Entrep. concernée</p>	<p>Durée chantier</p>
	<p>UTILISATION DES ACCES TEMPORAIRES : ESCALIERS, PASSERELLES, PLANCHERS, PLATEFORMES, ECHAFAUDAGES, ETC - MESURES GENERALES</p> <p>Echelles portables</p>			


13		<p>Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme postes de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.</p> <p>Les règles d'utilisation des échelles sont prévues dans le code du travail. Les principales dispositions sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> fixations en partie supérieure ou inférieure des montants, présence de dispositifs antidérapants, dépassement du niveau d'accès d'au moins un mètre ou mise en place d'une crosse de préhension. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
97		<p>UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES</p> <p>Rappel : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique.</p> <p>Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement , afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalées par les utilisateurs.</p> <p>La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation.</p> <p>Toute personne constatant une anomalie, une défectuosité, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.</p>	Entrep. concernée	Compte prorata	Durée chantier
16		<p>Surveillance et maintenance de l'installation électrique</p> <p>Assurer la surveillance et la maintenance de l'installation électrique du chantier conformément aux prescriptions de l'article R. 4226.7 du code du travail (décret du 2010-1016 du 30 aout 2010)</p>	Entrep. concernée	Compte prorata	Durée chantier
92		<p>Vérifications initiales et périodiques de sécurité</p> <p>Faire vérifier l'installation électrique de chantier par un organisme accrédité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant sa mise en service ; - à la suite de toute modification de structure (modification, extension) ; - avant l'arrivée des corps d'état secondaires <p>- périodiquement, au moins une fois par an, si la durée du chantier est supérieure à un an.</p> <p>Tenir les rapports de vérification à la disposition de l'inspection du travail dans le dossier technique prévu.</p>	Compte prorata	Compte prorata	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
30		<p>Consignes générales d'utilisation de l'installation électrique</p> <p>Ne brancher que du matériel électrique en bon état sur les armoires et coffrets de distribution.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir fermés les armoires et coffrets électriques. - Utiliser des câbles et prolongateurs adaptés aux conditions de chantier (marquage HO7RNF) munis de fiche étanche. Les fiches à usage domestique sont interdites. - Utiliser des enrouleurs de câble adaptés aux conditions de chantier (marquage catégorie B) 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
10 	UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un même équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dus aux montages et démontages successifs des équipements. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition.	Toutes entrep.	Compte prorata Toutes entrep.	Durée chantier
49	MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION Cette convention conservée sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier : <ul style="list-style-type: none"> la date de mise à disposition les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc... 	Entrep. concernée	Compte prorata Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée






3.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE






N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES			





58 	<p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. - Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable. - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
4	<p>Projection de matières</p> <p>Lorsque des travaux présentant des risques de projection sont accomplis sur un chantier, mettre en oeuvre des systèmes anti-projection.</p> <p>A défaut d'écrans protecteurs, délimiter et signaler convenablement les zones dangereuses.</p> <p>Porter obligatoirement des lunettes de sûreté pour tous travaux sur des matériaux durs susceptibles de produire des éclats.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
27	<p>Travaux par point chaud</p> <p>Lorsque des travaux de soudure sont accomplis sur le chantier, mettre en oeuvre des écrans de protection.</p> <p>Permettre l'utilisation de chalumeaux (plomberie, chauffagiste, soudure, étanchéité) uniquement au personnel spécialisé.</p> <p>Fournir les équipements spécifiques.</p> <p>Mettre un extincteur à poste au droit de chaque zone de travail.</p> <p>Utiliser des équipements de soudure conformes à la réglementation en vigueur et vérifiés périodiquement.</p> <p>S'assurer que les canalisations souples d'oxygène et d'acétylène sont munies de clapets anti-retour disposés au plus près du chalumeau (2 m maximum).</p> <p>Stocker les bouteilles de gaz à l'abri du soleil, à l'extérieur.</p> <p>Déplacer obligatoirement les bouteilles de gaz sur des chariots adaptés et attachées en position verticale lors de leur utilisation</p> <p>Interdire l'utilisation des bouteilles de gaz en position couchées.</p> <p>Demander un permis de feu au Maître d'ouvrage pour tous travaux par point chaud.</p>	Entrep. concernée Maître d'ouvrage	Entrep. concernée Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	PORT DES E.P.I.			

55	<p>Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire. Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...).</p> <p>Port des EPI lors de travaux particuliers</p> <p>Lorsque la protection ne peut être assurée par des dispositifs de protection collective, utiliser des protections individuelles, choisies en fonction de votre analyse préalable de risques .</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
12	<p>Lorsque la protection ne peut être assurée par des dispositifs de protection collective, utiliser des protections individuelles, choisies en fonction de votre analyse préalable de risques .</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
98	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</p> <p>Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance. Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc. Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.</p> <p>Pose et dépose de protections collectives</p> <p>Poser et déposer les protections collectives à l'aide de moyens sécurisés eux-mêmes équipés de protection collective (PEMP, échafaudage,).</p> <p>En cas d'impossibilité d'utiliser un équipement collectif de protection, des équipements individuels seront utilisés pour des interventions de courte durée, non répétitives. Dans tous les cas, après évaluation des risques, l'entreprise précisera dans son PPSPS le mode opératoire de pose et dépose et les moyens qu'elle met en œuvre afin d'assurer, en permanence, la continuité de ces protections collectives. L'enlèvement temporaire d'une protection collective crée un danger. Ce retrait doit être exceptionnel et s'il ne peut être évité, il est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces.</p> <p>Protections périphériques</p> <p>Mettre en place des protections périphériques continues dans les zones à risque de chute de hauteur constituées de garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps - Une main courante - Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. L'espace libre entre ces trois éléments ne doit pas être >50cms <p>Protection collective en sous face - filets de recueil</p>	Entrep. concernée	Toutes entrep.	Durée chantier
46	<p>Poser et déposer les protections collectives à l'aide de moyens sécurisés eux-mêmes équipés de protection collective (PEMP, échafaudage,).</p> <p>En cas d'impossibilité d'utiliser un équipement collectif de protection, des équipements individuels seront utilisés pour des interventions de courte durée, non répétitives. Dans tous les cas, après évaluation des risques, l'entreprise précisera dans son PPSPS le mode opératoire de pose et dépose et les moyens qu'elle met en œuvre afin d'assurer, en permanence, la continuité de ces protections collectives. L'enlèvement temporaire d'une protection collective crée un danger. Ce retrait doit être exceptionnel et s'il ne peut être évité, il est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
89	<p>Mettre en place des protections périphériques continues dans les zones à risque de chute de hauteur constituées de garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps - Une main courante - Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. L'espace libre entre ces trois éléments ne doit pas être >50cms <p>Protection collective en sous face - filets de recueil</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

72	<p>Mettre en place une protection collective (filet de recueil) en sous face de toiture conformément à la recommandation R 446. Transmettre au coordonnateur votre mode opératoire, qui sera intégré dans le PPSPS.</p> <p>Rappel des principales dispositions:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etudier les moyens d'accrochage et de dépose du filet préalablement à leur installation et proscrire les moyens de fortune. • Etudier pour la mise en place et la dépose des filets une méthode visant à éviter les risques de chute et faisant appel en priorité, à l'utilisation de PEMP (plate-forme élévatrice mobile de personnel), à défaut, à l'utilisation de systèmes d'arrêt de chutes (par exemple harnais avec antichute à rappel automatique et absorbeur d'énergie). • S'assurer de la présence et de la résistance de points d'ancrage, de la sécurité d'accès à ces points et de la continuité de la protection, pour la dépose, (utilisation de perche pour couper les estropes par exemple). 	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
14	<p> Réceptionner les filets avant d'autoriser les travaux prévus. Un procès-verbal (PV) sera établi lors d'une visite commune entre le donneur d'ordres (en général l'utilisateur) et l'installateur (ou poseur), mais signé par les deux parties. La vérification de la conformité de l'installation au dossier technique est indispensable. Tenir à disposition la notice d'instructions du fabricant accompagnant le filet.</p> <p>Réception des filets de recueil</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avant interv.
51	<p>Vérification régulière des filets en service</p> <p>Veiller au maintien des filets dans le même état de conformité et sans modification depuis la réception, par une vérification régulière confiée à une personne compétente. Cette personne doit vérifier notamment au moins une fois par semaine :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le bon état des filets, • leur tension, • la bonne conservation des systèmes de fixation et des points d'accrochage. <p>Pendant les périodes de vent fort, vérifier quotidiennement l'état des estropes</p> <p>Changer les nappes présentant une seule blessure de cordonnet ou une seule rupture de maille ou donnant des signes d'usure, ainsi que les nappes ayant récupérées un homme ou une masse au moins équivalente, si une réparation doit être envisagée, la faire effectuer par le fabricant du filet ou par une personne spécialement formée.</p> <p>Renforcer ou remplacer, autant que de besoin, appareils de fixation et points d'accrochage.</p> <p>En cas de modification de l'installation, établir un nouveau procès-verbal.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
19	<p>Documentation sur les filets à détenir sur chantier</p> <p>Tenir à disposition l'analyse des besoins et le procès-verbal de réception des filets. Ces documents doivent pouvoir être présentés à la demande des organismes de prévention lors d'une visite de chantier.</p> <p>Tenir à disposition la notice d'instructions du fabricant accompagnant le filet.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE				

56	 <p>L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empelement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc. A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
22	 <p>Tubes en attente</p> <p>Les solutions mises en œuvre seront choisies par l'entreprise et son bureau d'études, en fonction des types de tube, de la nature et du diamètre utilisés, dans le respect des règles de construction :</p> <ul style="list-style-type: none"> • crossage du tube, <p>Dans l'hypothèse où ces dispositions de prévention auraient été omises au stade de l'établissement des plans d'exécution, l'entreprise mettra en œuvre des solutions de remplacement et les mentionnera dans son PPSPS :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier. 	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
34	 <p>Armatures en attente</p> <p>Toutes dispositions de prévention des risques relatives aux armatures en attente devront être entreprises au stade de l'établissement des plans d'exécution BA ou des réseaux techniques. Ces dispositions devront être mentionnées sur les plans d'exécution ainsi que dans le PPSPS de l'entreprise.</p> <p>Les solutions mises en œuvre devront être choisies par l'entreprise et/ou son bureau d'études, en fonction des types, de la nature, du diamètre des armatures et/ou des tubes, dans le respect des règles de construction.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les gouttières en PVC de sécurité (files d'acier droit) devront être préférées aux embouts de protection. <p>L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
82	 <p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP</p> <p>La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs.</p> <p>Le matériel sera conforme et à jour des contrôles réglementaires.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
8	 <p>Consignes d'utilisation des PEMP</p> <p>Tenir à disposition des organismes de prévention et du CSPS, sur le chantier, les autorisations de conduite ainsi que le dernier rapport de vérification de l'équipement et sa notice.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Baliser la zone d'évolution de la PEMP ainsi que la zone à risque de chute d'objet depuis le poste de travail - Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP. - Respecter la notice d'instructions ou d'utilisation établie par le constructeur de la PEMP ou à défaut par le chef d'entreprise. - Il est interdit de sortir du panier de la nacelle, à l'exception des PEMP adaptées et conformes à cette disposition. - Prévoir la présence au sol d'un opérateur supplémentaire pour alerter les secours en cas de besoin et assurer la surveillance de l'environnement 	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier

<p>9</p> 	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR NECESSITANT LE PORT D'UN E.P.I. SPECIFIQUE</p> <p>Lorsque des dispositifs de protection collective contre les risques de chute de hauteur ne peuvent être mis en œuvre, la protection des travailleurs doit être assurée au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus d'un mètre ou limitant les effets d'une chute de plus grande hauteur.</p> <p>Dans ce cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La formation à l'utilisation de l'EPI est obligatoire - L'intervenant ne doit pas travailler seul : un surveillant sera obligatoirement prévu afin de secourir l'intervenant dans un temps compatible avec la préservation de sa santé, - Les EPI feront l'objet de vérifications périodiques - L'employeur doit préciser dans une notice, les points d'ancrage, les dispositifs d'amarrage prévus pour la mise en œuvre de l'EPI ainsi que les modalités de leur utilisation. 	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
<p>6</p> 	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES, REGARDS</p> <p>Les modes opératoires des entreprises devront être détaillés dans chaque PPSPS, en tenant compte des modes constructifs retenus (pré- dalles, bacs métalliques, plancher coulé en place, autre...). Les trémies et gaines seront protégées contre tout risque de chute soit par platelage solidement fixé (petite trémie de section < à 1m²), soit par garde-corps (grande trémie de section > à 1m²).</p> <p>Trémies</p> <p>Prévoir dans le descriptif des travaux des systèmes intégrés permettant la mise en place des protections provisoires (Réservations, attentes..)</p> <p>Mettre en place les gardes-corps provisoires en périphérie des trémies.</p> <p>Poser les gardes-corps définitifs.</p> <p>Réservations, gaines</p> <p>Mettre en place des platelages fixés au sol sur les réservations.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
<p>100</p> 	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES</p> <p>Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique.</p> <p>En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative.</p> <p>Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
<p>44</p> 	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHE PIEDS</p> <p>Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention</p> <p>Echelles</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
<p>32</p> 		Toutes entrep.		Durée chantier

71		<p>Faire reposer les appuis des échelles sur des supports stables, résistants et de dimension adéquate afin de demeurer immobiles.</p> <p>Fixer les échelles dans la partie supérieure ou inférieure de leurs montants, ou les maintenir en place au moyen de tout dispositif antidérapant ou par toute autre solution d'efficacité équivalente.</p> <p>Faire dépasser les échelles d'au moins 1 mètre le niveau d'accès.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
75		<p>TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS</p> <p>Les travaux superposés sont proscrits : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement, • en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage, • en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié, • en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... , • en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail. <p>Dispositifs de protection contre les chutes d'objets</p> <p>Mettre en place des auvents.</p> <p>Mettre en place des dispositifs de recueil.</p> <p>Mettre en place un balisage pour interdire l'accès à la zone à risques de chute d'objet.</p> <p>Port du casque</p> <p>Porter le casque lors des déplacements ainsi que dans les zones de travail présentant des risques de chutes d'objets ou de projections.</p> <p>Travaux incompatibles</p> <p>Prendre des mesures de planification de manière à éviter la co-activité liées à ces travaux incompatibles.</p> <p>Réserver des zones de travaux de manière à isoler les postes de travail générateurs de risques de co- activité.</p> <p>Signaler les zones dangereuses et interdire leur accès par des dispositifs matériels.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
35		<p>Mettre en place des auvents.</p> <p>Mettre en place des dispositifs de recueil.</p> <p>Mettre en place un balisage pour interdire l'accès à la zone à risques de chute d'objet.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
68		<p>Port du casque</p> <p>Porter le casque lors des déplacements ainsi que dans les zones de travail présentant des risques de chutes d'objets ou de projections.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
64		<p>Travaux incompatibles</p> <p>Prendre des mesures de planification de manière à éviter la co-activité liées à ces travaux incompatibles.</p> <p>Réserver des zones de travaux de manière à isoler les postes de travail générateurs de risques de co- activité.</p> <p>Signaler les zones dangereuses et interdire leur accès par des dispositifs matériels.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
52		<p>TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES</p> <p>Nuisances dues au bruit :</p> <p>Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants.</p> <p>Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques.</p> <p>Nuisances dues aux poussières :</p> <p>Limiter les travaux occasionnant la production de poussières.</p> <p>En cas d'impossibilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ventiler les locaux hors d'air. • humidifier les matériaux ou le sol. • aspirer les poussières à la source. 	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
		UTILISATION DE MOTEUR THERMIQUE			

57	<p>Afin d'éviter l'émission de gaz générateurs de risques d'asphyxie, d'anoxie, d'intoxication, <u>l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur</u> des bâtiments, locaux, espaces clos quelque'ils soient. Les équipements de travail utilisés à l'intérieur des espaces clos seront manuels. Tous les équipements motorisés seront alimentés à l'électricité ou pneumatiques. Le PPSPS de chaque entreprise mentionnera les équipements à moteur utilisés sur le chantier et leur mode de fonctionnement.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
----	--	----------------------	----------------------	----------------




4. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

4.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
18	APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS Numéros d'appel d'urgence - Cas général N° à composer : <ul style="list-style-type: none"> SAMU : 15 ou 112 et le 114 (pour les sourds et mal entendants, permettant l'envoi de SMS ou de FAX) à partir d'un téléphone fixe ou mobile. Police ou Gendarmerie : 17 Sapeurs pompiers : 18 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
40	Téléphone mobile Pour l'appel des secours, doter en permanence chaque chef d'équipe d'un téléphone portable en état de fonctionnement et lui rappeler que le numéro d'appel par ce type d'appareil est le 112.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
61	ACCES DES SECOURS AU CHANTIER - MOYEN D'EVACUATION - PLAN DE SECOURS Signalisation et itinéraire d'accès des secours Mettre en place et assurer la maintenance d'une signalisation directionnelle pour les secours. Maintenir en permanence les itinéraires réservés aux secours parfaitement dégagés et circulables.		Compte prorata	Ph. préparation

5. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

5.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
41 	PPSPS Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
99 	INSPECTION COMMUNE Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent
5 	Demande d'inspection commune avant démarrage travaux Toute entreprise n'ayant pas réalisé son inspection commune et devant débiter son intervention ou devant faire débiter son sous-traitant doit obligatoirement prendre rendez vous avec le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention , pour effectuer l'inspection commune.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.

6. ANNEXES

6.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

6.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	MAIRIE DE DENAT 81120 DENAT France		0563566676 mairie@mairie-denat.fr
Maître d'ouvrage personne physique	COMMUNE DE DENAT 1 PLACE DE LA MAIRIE 81120 DENAT France	M. OUSTRIC OLIVIER	0563760727 olivier.oustric@mairie-denat.fr
Maître d'ouvrage délégué	COMMUNE DE DENAT 1 PLACE DE LA MAIRIE 81120 DENAT France	Mme PREGET ISABELLE	0563760727 isabelle.preget@mairie-denat.fr
Maître d'oeuvre	CABROL ET BEAUVOIS ARCHITECTES 41B RUE AMIRAL GALIBER 81100 CASTRES France	M. BEAUVOIS BENOIT	0563714971 0649661940 benoit.beauvois@cabrol-beauvois.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE SUDEUROPE SAS - TOULOUSE 11 RUE ALEXIS DE TOCQUEVILLE CS 52071 31018 TOULOUSE CEDEX 2 France	M. LACOMBE BERTRAND	0561376262 0621827408 bertrand.lacombe@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE SUDEUROPE SAS - TOULOUSE 11 RUE ALEXIS DE TOCQUEVILLE CS 52071 31018 TOULOUSE CEDEX 2 France	M. LACOMBE BERTRAND	0561376262 0621827408 bertrand.lacombe@apave.com

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux

6.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	INSPECTION DU TRAVAIL 81 44 BOULEVARD MARECHAL LANNES CANTEPAU BP 18 81027 ALBI CEDEX 9 France		0563783200 oc-ud81.uc1@direccte.gouv.fr
CRAM	CARSAT MIDI-PYRÉNÉES 2 RUE GEORGES VIVENT 31065 TOULOUSE CEDEX France	M. AGENCE DE TOULOUSE	0562142930 preventionMP1@carsat-mp.fr
OPPBTP	OPPBTP 31 MIDI PYRÉNÉES (09-12-31 32-46-65-81-82) Les bureaux de la Cépière Bâtiment C 3 Chemin du Pigeonnier de la Cépière 31100 TOULOUSE France	M. SECRÉTARIAT	0561445262 0561761327 mdipyrenees@oppbtp.fm

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

6.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

6.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

6.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	VRD	<i>Non désigné</i>							
02	GROS OEUVRE + FONDATIONS	<i>Non désigné</i>							
03	ENDUITS EXTERIEURS	<i>Non désigné</i>							
04	CHARPENTE BOIS + COUVERTURE TUILES	<i>Non désigné</i>							
05	AUVENTS EXTERIEURS	<i>Non désigné</i>							
06	BARDAGE BOIS	<i>Non désigné</i>							
07	MENUISERIES EXTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
08	CLOISONNEMENT + DOUBLAGE + PLAFONDS	<i>Non désigné</i>							
09	MENUISERIES INTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
10	REVETEMENTS SOLS + FAIENCES	<i>Non désigné</i>							
11	REVETEMENTS SOLS SOUPLES	<i>Non désigné</i>							
12	PEINTURES + NETTOYAGE	<i>Non désigné</i>							
13	ELECTRICITE COURANT FAIBLE + COURANT FORT	<i>Non désigné</i>							
14	CHAUFFAGE + CVC + PLOMBERIE + SANITAIRES	<i>Non désigné</i>							
15	CLOTURES + ESPACES VERTS	<i>Non désigné</i>							

6.2. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

6.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

6.4. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).

- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTB.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

6.5. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES

Fichier(s) en annexe

MESA2016v1 (4)

Fiche-Pratique-je-mets-mon-echafaudage-a-disposition-d-une-autre-entreprise (4)

.1.2. organismes de préventions institutionnels

MESA



*Mise
En
Service des
Ascenseurs définitifs en phase chantier*





MESA

AVANT-PROPOS.....

La durée moyenne d'un arrêt de travail lié aux **Troubles Musculo-Squelettiques (TMS)** est supérieure à 200 jours. De plus, les TMS ont souvent des conséquences invalidantes et représentent 87% des maladies professionnelles reconnues*.

Dans le BTP, le lien établi entre les **TMS** et les **manutentions manuelles** fait de la prévention de cette atteinte à la santé un des axes majeurs d'amélioration des conditions de travail dans ce secteur d'activité.

Parmi tous les acteurs de la construction, le **Maître d'Ouvrage**, en sa qualité de donneur d'ordre, est impliqué en premier lieu dans la prévention de ce risque par la mise en place d'une organisation « **logistique** » de son opération de construction. Un cadre réglementaire existe, il est pertinent, les **PGP** et le dispositif de **coordination de chantier**, en particulier. Concernant l'organisation des approvisionnements, il se traduit par un objectif de moyen synthétique :

« **Mécanisation et mutualisation des moyens de manutention** ».

La Mise En Service des Ascenseurs (MESA), est un moyen efficace et rationnel s'inscrivant dans cet objectif, la collaboration des partenaires engagés dans la convention de partenariat signée le 9 février 2012, a permis de le confirmer sur le terrain.

SOMMAIRE

* source statistiques régionales Cramif 2013

Phase de déroulement de la MESA.....	page	3
Point clé : APS / APD	page	4
Point clé : DCE.....	page	4
Point clé : PHASE REALISATION	page	5
Point clé : MISE EN SERVICE DES ASCENSEURS.....	page	5

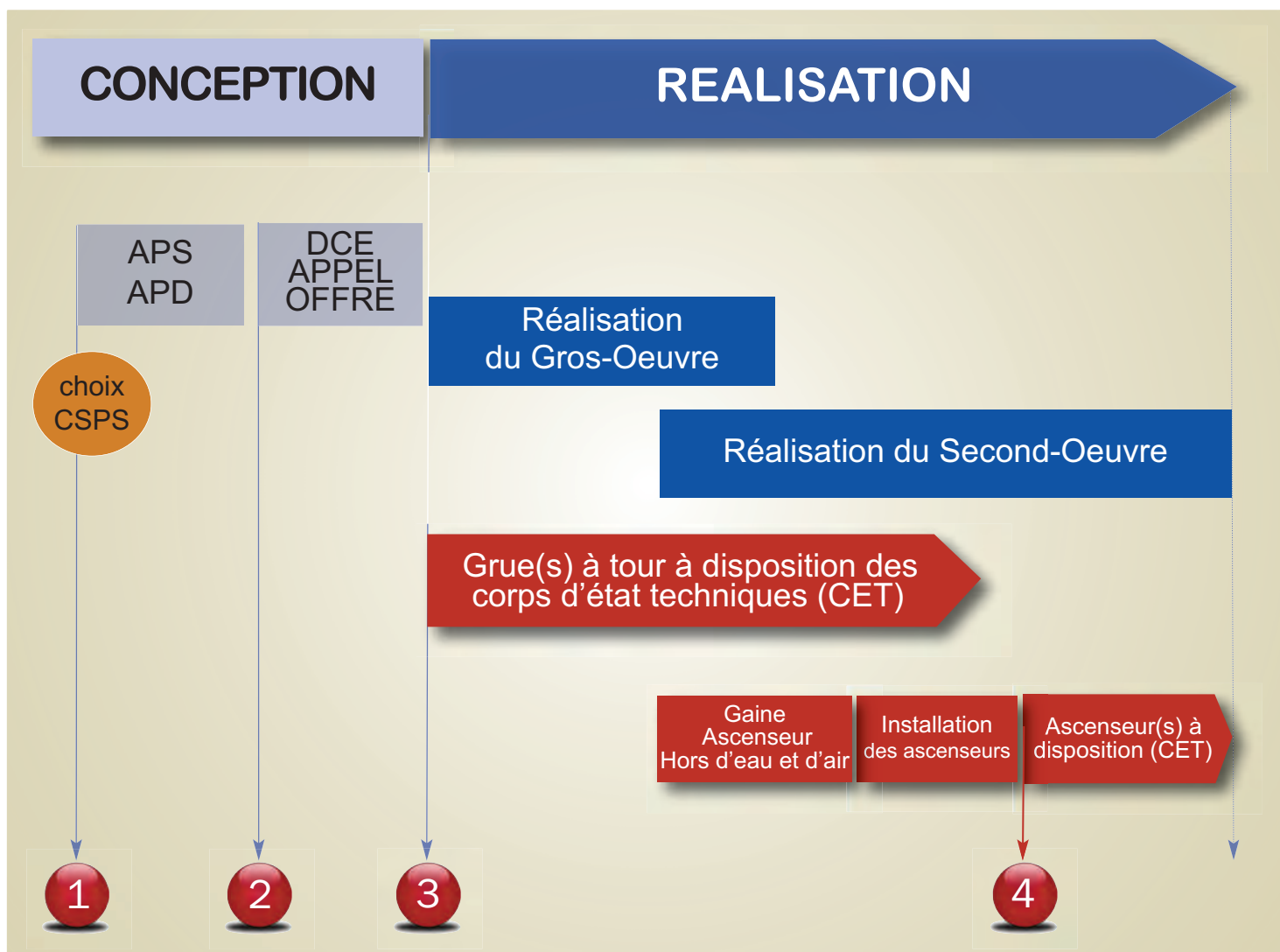
Fiches :

- Maître d'Ouvrage.....	page	6
- Coordonnateur SPS	page	7
- Points techniques obligatoires.....	page	8
- Foire aux questions	page	10
- Modèle Convention d'utilisation de l'ascenseur définitif en phase chantier ..	page	12
- Gestion des approvisionnements et des manutentions.....	page	14
- Liens utiles	page	19





DEROULEMENT DE LA MESA



ABRÉVIATIONS :	APS :	Avant Projet Sommaire
	APD :	Avant Projet Définitif
	DCE :	Dossier Consultation des Entreprises
	CSPPS :	Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé
	MOA :	Maître d'Ouvrage
	PGC :	Plan Général de Coordination
	PGP :	Principes Généraux de Prévention
	SPS :	Sécurité Protection de la Santé
	VRD :	Voirie et Réseaux Divers
	CISSCT :	Collège Inter-entreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail
	T.M.S.	Troubles Musculo-Squelettiques

1

Point clé : APS / APD

APS

Lors de cette phase, l'architecte fournit une description des différents choix retenus pour le projet de bâtiments, une estimation du coût et de la durée des travaux.

APD

En fonction des options retenues par le Maître d'Ouvrage, le choix des matériaux est arrêté, les différentes prestations techniques et l'ensemble des travaux sont précisés.
Un chiffrage précis de l'ensemble du projet est finalisé.

ACTIONS	OBJECTIFS / INTERÊT	QUI	FICHES
Décision de la MESA	<ul style="list-style-type: none"> • Limiter les manutentions manuelles. • Mettre en commun des moyens de manutention. • Assurer la continuité des moyens communs 	MOA	Fiche Maître d'Ouvrage
Choix du CSPS	<ul style="list-style-type: none"> • S'assurer des compétences en logistique du CSPS. • Intégrer le CSPS dans l'équipe de conception. 	MOA	
Contractualisation de la mission CSPS	<ul style="list-style-type: none"> • Donner au CSPS les moyens nécessaires à l'atteinte des objectifs de la mission MESA. 	MOA	
Ouverture du registre journal	<ul style="list-style-type: none"> • Formaliser les dispositions retenues par le MOA en matière de logistique (moyens communs). 	CSPS	Fiche SPS



2

Point clé : DCE

Le maître d'oeuvre constitue le DCE qui détaille l'ensemble des caractéristiques techniques et administratives et les estimations budgétaires pour chaque lot.

Le DCE précise le cadre de l'intervention des entreprises, de leurs relations avec le maître d'ouvrage et l'architecte.

ACTIONS	OBJECTIFS / INTERÊT	QUI	FICHES
Rédaction du PGC	<ul style="list-style-type: none"> • Faire estimer par les entreprises les flux (matériaux, matériels, déchets...). • Indiquer les moyens communs de manutention verticaux et horizontaux. 	CSPS ENTREPRISE	Feuille d'approvisionnement (R 477 Fiche a1I02 10)
Intégrer dans les pièces marché les décisions retenues par le MOA dans le PGC	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en cohérence les pièces marché avec le PGC. • Assurer la prise en compte de la MESA par les entreprises. 	MOE	Fiche Maître d'Ouvrage
Rédiger la Convention MESA entre le MOA et les entreprises	<ul style="list-style-type: none"> • Préciser les modalités d'utilisation des ascenseurs par les entreprises. 	CSPS	Modèle de Convention d'utilisation de l'ascenseur définitif en phase chantier



3

Point clé : PHASE REALISATION

La maîtrise d'oeuvre :

- ▶ Assure la direction des travaux,
- ▶ Intervient auprès des différentes entreprises,
- ▶ Supervise les coûts, la qualité et les délais du chantier,
- ▶ Anime les réunions hebdomadaires de chantier,
- ▶ Met en oeuvre et garantit le bon fonctionnement de la MESA.

ACTIONS	OBJECTIFS / INTERÊT	QUI	FICHES
Mise hors d'eau des gaines ascenseur	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place les moyens techniques pour maintenir la fosse hors d'eau. 	Plombier Etancheur	Fiche Points techniques obligatoires
Alimentation électrique indépendante et protégée	<ul style="list-style-type: none"> Fiabiliser le fonctionnement de la cabine 	Electricien	
Installation d'une liaison téléphonique	<ul style="list-style-type: none"> Appeler le service d'intervention de l'ascensoriste. 	Electricien	
Eclairage palier	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la sécurité de l'utilisateur 	Electricien	



4

Point clé : MISE EN SERVICE DES ASCENSEURS

ACTIONS	OBJECTIFS / INTERÊT	QUI	FICHES
Réception de l'appareil (ascenseur)	<ul style="list-style-type: none"> Délivrance de la déclaration de conformité CE 	MOA Ascensoriste	Fiche Points techniques obligatoires
Etat des lieux contradictoire de la cabine avant mise en service	<ul style="list-style-type: none"> Fixer par écrit l'aspect visuel de la cabine. 	MOA Ascensoriste	
Protection de la cabine	<ul style="list-style-type: none"> Eviter toute détérioration pendant les travaux. 	Ascensoriste	
Aménagement des accès entre les zones de livraison/stockage et la cabine	<ul style="list-style-type: none"> Permettre l'usage d'aides à la manutention jusqu'à la cabine. 	VRD	
Réunion de présentation de la MESA	<ul style="list-style-type: none"> Informer les entreprises sur les conditions d'utilisation. Faire signer - par les entreprises - la Convention d'utilisation. 	CSPS	Modèle de Convention d'utilisation de l'ascenseur définitif en phase chantier
Etat des lieux contradictoire de la cabine après mise en service	<ul style="list-style-type: none"> Identifier les remises en état nécessaires avant livraison. 	MOA Ascensoriste	Fiche Points techniques obligatoires





MAÎTRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage est le donneur d'ordre. Il applique et fait appliquer les principes généraux de prévention.

En collaboration avec son CSPS et son maître d'œuvre, il fixe ses objectifs de réduction des manutentions manuelles et organise l'utilisation des moyens communs. La Mise En Service des Ascenseurs définitifs (MESA) permet d'atteindre cet objectif.

Le Maître d'Ouvrage :

- ▶ Décide de la MESA (*et informe ses services concernés, acheteurs par exemple*),
- ▶ Confie au Coordonnateur SPS l'élaboration de la MESA, dès l'APS,
- ▶ Contractualise avec son CSPS, dès l'APS, la mission MESA et vérifie l'adéquation entre les moyens et l'objectif fixé :
 - ➔ Rédaction d'un chapitre du PGC,
 - ➔ Suivi de la mise en service dans le cadre de ses visites (*registre journal*),
 - ➔ Organisation de réunions préparatoires à la MESA,
 - ➔ Point systématique de la MESA à chaque CISSCT,
 - ➔ Rédaction de la convention d'utilisation,
 - ➔ Réunion spécifique de présentation de la MESA et signature de la convention d'utilisation par les entreprises.
- ▶ Charge le maître d'œuvre de l'intégration de la MESA dans les différentes pièces contractuelles du DCE (CCTP, CCAP, ...),
- ▶ Achète la prestation pour une utilisation identique à celle d'un ascenseur définitif (*libre-service 24h/24h, maintenance et secours*),
- ▶ Intègre la MESA dans la convention signée avec l'ascensoriste,
- ▶ Organise un point hebdomadaire de suivi de la MESA dès la première réunion de chantier, anticipe le choix de la cabine,
- ▶ Autorise le démontage de la grue à tour après la mise en service de l'ascenseur (*continuité de la mécanisation des manutentions manuelles*),
- ▶ Procède avec l'ascensoriste, à un état des lieux contradictoire de la cabine, au début et à la fin de l'utilisation en phase chantier.

Pour mettre l'ascenseur en service, l'ascensoriste fournit au propriétaire (Maître d'Ouvrage) la déclaration de conformité CE, justifiant :

- soit le respect des exigences de la directive avec les éventuelles mesures compensatrices retenues
- soit l'application de la norme harmonisée adéquate.

- ▶ Le Maître d'Ouvrage devient le propriétaire de l'ascenseur dès sa mise en service.





COORDONNATEUR SPS (CSPS)

Nommé par le Maître d'Ouvrage, il assure la coordination SPS (conception et/ou réalisation).

Le Coordonnateur SPS évolue au sein d'une équipe d'intervenants. Il ne se substitue pas à eux, il veille à la mise en œuvre des principes généraux de prévention.

Il est le conseiller « expert en prévention » du Maître d'Ouvrage.

- Le coordonnateur SPS contractualise avec son Maître d'Ouvrage, le contenu de sa mission MESA (*moyen dédié, temps, ressources, ...*).
- Dès l'APS/APD, le coordonnateur SPS recommande la MESA pour tous les projets intégrant un ascenseur.
- Le coordonnateur SPS acte la MESA dans le registre journal suite à la décision du Maître d'Ouvrage.
- Le coordonnateur SPS intègre la MESA dans le PGC, ce chapitre comporte :
 - ✓ La convention d'utilisation de l'ascenseur renseignée de tous les éléments connus à ce stade du projet (*caractéristiques techniques de la cabine, conditions générales d'utilisation 24 h sur 24h en libre-service*). [Un modèle de convention est proposé dans ce document.](#)
 - ✓ les prescriptions techniques à mettre en œuvre par les lots concernés dans la MESA. Ces points techniques font l'objet d'une fiche « points techniques obligatoires ».
- En collaboration avec le maître d'œuvre, le CSPS intègre la MESA dans les pièces contractuelles du DCE (CCTP, CCAP, ...).
- Le CSPS assiste le Maître d'Ouvrage pour l'analyse de la convention proposée par l'ascensoriste retenu.
- Le CSPS rédige la convention d'utilisation de l'ascenseur définitif en phase chantier. [Un modèle de convention est proposé dans ce document.](#)
- Le CSPS organise des réunions spécifiques de préparation MESA en présence du Maître d'Ouvrage, du maître d'œuvre, du gros œuvre, de l'ascensoriste, de l'électricien, de l'étancheur, du plombier et du VRD.
- Jusqu'à la mise en service de l'ascenseur, le CSPS s'assure de la mise en œuvre de la MESA.
- Le CSPS s'assure du bon fonctionnement de l'ascenseur lors de ses visites hebdomadaires.
- Le CSPS se tient informé du point MESA de la réunion de chantier.
- Le CSPS inscrit un point systématique à l'ordre du jour du CISSCT.





POINTS TECHNIQUES OBLIGATOIRES

- **OBJECTIF :** Utiliser les ascenseurs en libre-service 24 h sur 24 h
- **MOYENS :** La mise en œuvre des points techniques ci-dessous permet d'atteindre cet objectif.

Hors d'eau de la gaine.	GO / Etancheur
Hors d'eau du local machine (si existant).	GO / Etancheur
Hors d'eau du local poulie (si existant).	GO / Etancheur
Hors d'eau fosse (prévoir pompage par exemple).	GO / Etancheur
Grilles de ventilation posées.	GO
Rattrapage de niveau entre le palier et la cabine de l'ascenseur.	GO
Protections des portes.	Ascensoriste
Protection de la cabine permettant les opérations de maintenance (remplacement des lampes,...).	Ascensoriste
Entretien et dépannage de l'Ascenseur pendant la durée du chantier.	Ascensoriste
Travaux de remise en état de l'Ascenseur avant livraison du bâtiment.	Ascensoriste
Eclairage des paliers (50 lux).	Electricien
Mise en place d'un « pont-levis »,	Ascensoriste
Appareil vérifié avant son utilisation en phase chantier.	Ascensoriste
Calfeutrements réalisés.	GO

MISE EN SERVICE DES ASCENSEURS DEFINITIFS (MESA)



Ligne téléphonique fiable garantissant une liaison bidirectionnelle permanente entre la cabine et la centrale d'alarme de l'ascensoriste.	Ascensoriste / GO
Conditions d'utilisation définies (personnes, matériels, produits finis et matériaux conditionnés). A l'exclusion du vrac.	MOA / Ascensoriste
Etat des lieux contradictoire avant mise en service anticipée (MESA)	MOA / Ascensoriste
Alimentation électrique de l'ascenseur indépendante et protégée.	Electricien
Contrat de dépannage et d'entretien dans les conditions identiques à l'exploitation.	MOA / Ascensoriste
Contrat d'intervention d'urgence pour le déblocage des personnes en cabine.	MOA / Ascensoriste
Circulations praticables physiquement matérialisées, non encombrées et éclairées (du point d'entrée du chantier à la cabine).	VRD / GO
Entretien quotidien des rails et de la porte palière (principale cause des dysfonctionnements de la cabine d'ascenseur).	GO / Entreprises
Prévoir le délai nécessaire à la remise en état de la cabine.	MOA / MOE
Affichages en cabine et sur les paliers (numéro d'étage, charges maximales, nombre de personnes, numéro d'urgence et numéro de cabine).	Ascensoriste

Pour mettre l'ascenseur en service, l'ascensoriste fournit au propriétaire (Maître d'Ouvrage), la déclaration de conformité CE, justifiant :

- Soit le respect des exigences de la directive avec les éventuelles mesures compensatrices retenues,
- Soit l'application de la norme harmonisée adéquate.





MISE EN SERVICE DES ASCENSEURS DEFINITIFS (MESA)

FOIRE AUX QUESTIONS

QUESTIONS	REPONSES
Pourquoi mettre en service un ascenseur de chantier ?	Réduire les Troubles Musculo Squelettiques (TMS) et améliorer les conditions de travail. Assurer la continuité de la mécanisation des manutentions.
La mise en service de l'ascenseur définitif est-elle pertinente ?	Oui car elle répond à l'objectif du Décret du 26/12/94 concernant la mutualisation des moyens.
Qui prend la décision de la mise en service des ascenseurs définitifs ?	C'est le Maître d'Ouvrage en collaboration avec son CSPS.
Qui organise la mise en service des ascenseurs ?	Le CSPS dans le cadre des objectifs de mutualisation des moyens. Cette mission doit faire l'objet d'une contractualisation avec le Maître d'Ouvrage.
Quand faut-il décider de la mise en service des ascenseurs définitifs ?	Le plus en amont, dès la phase de conception. C'est le PGC présent dans le DCE qui formalise cette décision. La MESA doit être inscrite au planning.
Qui est propriétaire de l'ascenseur ?	Le Maître d'Ouvrage.
Le Maître d'Ouvrage doit-il s'assurer pour l'utilisation de l'ascenseur en phase chantier ?	Oui. Le Maître d'Ouvrage doit prévoir une assurance responsabilité civile.
L'appareil est-il garanti pendant son utilisation en phase chantier ?	Oui. Le Maître d'Ouvrage doit s'assurer que cette utilisation en phase chantier est bien prévue dans le contrat passé avec l'ascensoriste.
L'ascenseur doit-il être CE ?	Oui, toutes les dispositions techniques s'appliquant à un ascenseur mis sur le marché impliquent le respect des conditions de marquage CE.
Faut-il prévoir un affichage ?	Oui. Le nombre de personnes et la charge maximum ainsi que les consignes d'utilisation doivent être affichés sur les parois du palier d'ascenseur en rez-de-chaussée ainsi que dans la cabine.
Quand l'ascenseur doit-il être mis en service ?	Le plus tôt possible, la date est fixée dans une convention d'utilisation signée par tous les corps d'état.
Quand l'ascenseur doit-il être arrêté ?	Le plus tard possible, la date est fixée dans une convention d'utilisation signée par tous les corps d'état. Un délai nécessaire à la remise en état de la cabine doit être pris en compte.
Comment savoir si la mise en service des ascenseurs définitifs est prévue sur le chantier ?	Cette information figure dans le PGC. En cas de sous-traitance, le titulaire du lot doit communiquer le PGC.
Comment savoir si les ascenseurs seront en service lors de l'intervention de mon entreprise ?	Cette information figure dans le PGC. En cas de sous-traitance, le titulaire du lot doit communiquer le PGC à son sous-traitant lors de l'inspection commune. Le CSPS informe les entreprises.
Où trouver les conditions pratiques d'utilisation de l'ascenseur pour organiser mes manutentions ?	Dans le PGC, dans la convention d'utilisation de l'ascenseur et auprès du coordonnateur SPS, en particulier lors de l'inspection commune.
Existe-t-il un horaire d'utilisation ?	Les horaires d'utilisation sont fixés dans la convention d'utilisation signée par tous les corps d'état.

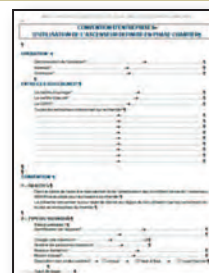




FOIRE AUX QUESTIONS

QUESTIONS	RÉPONSES
Peut-on transporter du vrac dans la cabine ?	Non. Tous les matériaux transportés doivent être conditionnés.
L'ascenseur peut-il être alimenté à partir de l'installation électrique du chantier ?	Oui. Prévoir un départ spécifique depuis l'armoire générale alimentant le chantier. L'alimentation spécifique de chaque cabine doit être conçue pour ne pas être perturbée par les coupures intempestives du chantier.
Que se passe-t-il si un salarié est bloqué dans la cabine ?	Comme pour tout ascenseur, la cabine est équipée d'un bouton d'appel permettant de joindre le service d'intervention de l'ascensoriste. Ce système est identique à celui prévu pour le public.
Quelle est la charge maximale utile ?	Elle est indiquée dans la convention signée par tous les corps d'état. Elle est affichée dans la cabine et sur les parois du palier d'ascenseur en rez-de-chaussée.
Quel sera le coût de l'utilisation de l'ascenseur pour mon entreprise ?	Le coût est à comparer avec le coût des manutentions manuelles en l'absence de moyens de levage.
La cabine est-elle identique à la cabine livrée au client ?	Oui en tous points. Une protection intérieure de la cabine est mise en place pour la durée du chantier.
Tout ne rentre pas dans un ascenseur (placo, menuiseries extérieures, ...). Qui prévoit les équipements nécessaires à ces manutentions ?	L'ascenseur est un moyen parmi d'autres. Le CSPS, dans le cadre des objectifs de mutualisation des moyens, doit indiquer dans son PGC ceux qui devront être mis en place pour assurer ces approvisionnements.
L'utilisation de la grue du gros-œuvre sera-t-elle encore possible ?	Oui, la grue doit être maintenue en service jusqu'à la mise à disposition des ascenseurs.
Des aides à la manutention (plateau sur roulettes, ...) sont-elles à disposition ?	Oui si elles sont prévues dans le PGC.
Faut-il une formation spécifique pour utiliser l'ascenseur ?	Non puisqu'il s'agit du même ascenseur que celui livré aux clients.
Faut-il une ligne de téléphone ?	Une ligne téléphonique est indispensable afin d'obtenir une liaison bidirectionnelle permanente avec un centre de secours.
Faut-il protéger la cabine ?	Oui, il est recommandé de protéger la cabine à sa mise en service. En général, elle est prévue par l'ascensoriste.
Faut-il un liftier ?	Pas nécessairement, une utilisation en libre-service est préférable.
La gaine d'ascenseur doit-elle être hors d'eau et hors d'air ?	Oui, cela fait partie des conditions à remplir pour permettre la mise en service des ascenseurs.
Qui organise la mise en service de l'ascenseur ?	Le coordonnateur de sécurité dans le cadre de la mutualisation des moyens.
Qui remet la cabine en état ?	L'ascensoriste sur la base d'un bordereau de prix.
Qui assure la maintenance de la cabine ?	L'ascensoriste, dans le cadre du contrat de maintenance.
Qui contrôle l'ascenseur avant sa mise en service ?	L'ascensoriste procède au contrôle et s'assure de la conformité CE de l'appareil.
Comment s'assurer du bon fonctionnement de l'ascenseur ?	Cette question doit faire l'objet d'un point hebdomadaire lors de la réunion de chantier.





CONVENTION D'ENTREPRISES D'UTILISATION DE L'ASCENSEUR DEFINITIF EN PHASE CHANTIER

OPERATION :

Dénomination de l'opération

Adresse

Commune

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Maître d'Ouvrage

Le maître d'œuvre

Le CSPS

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier :
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

CONVENTION

1. Objectifs :

Dans le cadre de l'aide à la manutention visant à réduire les T.M.S. (Troubles Musculo-Squelettiques) et de l'amélioration des conditions de travail, l'ascenseur définitif sera utilisé pour les besoins du chantier.

La présente convention a pour objet de décrire les règles de son utilisation par les personnels de toutes les entreprises du chantier.

.....
.....

2. Type de l'ascenseur :

Type d'appareil : Identification de l'appareil

.....

Charge utile maximum :kg

Nombre de personnes maximum :

Niveaux desservis :

Moyen d'appel :

Disposition des portes palières : ☐ unique - ☐ service opposé - ☐ service d'équerre

Autre :

Dimensions utiles de la cabine avec sa protection (joindre un schéma) :

- Vue cotée en plan.

- Vue cotée en coupe



Equipement :

Protection de la cabine :

Dispositif de liaison téléphonique qui assure une communication vocale bidirectionnelle permettant un contact permanent avec un service de secours :

Eclairage de la cabine :

Eclairage des paliers (au moins 50 lux) :

Eclairage machinerie

Affichage du nombre de personnes et des charges maximum dans la cabine et sur les portes palières.

3. Date de mise à disposition :

L'ascenseur sera mis en service à partir du (jj/mm/aaaa).

4. Fin de mise à disposition :

L'ascenseur sera maintenu en service jusqu'au (jj/mm/aaaa).

5. Conditions d'utilisation :

L'ascenseur est en usage libre.

Le fonctionnement de l'ascenseur se fait par bouton d'appel.

Il est en service continu du lundi au vendredi aux horaires de chantier suivants :

.....

En dehors des horaires de chantier, l'utilisation de la cabine devra faire l'objet d'une demande spécifique au CSPS.

Nota : Toute utilisation importante nécessaire à une entreprise devra être programmée avec le CSPS.

Le service d'intervention (*nom + coordonnées organisme*)

sera assuré normalement durant les horaires de chantier.

Le blocage de l'ascenseur est interdit en dehors du temps de chargement ou de déchargement.

Le transport de matériaux en vrac est interdit.

6. Points particuliers à la mise à disposition pour les besoins du chantier :

.....
.....
.....

Moyens communs d'aide à la manutention :

.....
.....
.....

7. Visas des entreprises :

Accès : Les zones de circulation et d'accès entre les zones de stockage et l'ascenseur devront toujours rester libres et propres.



MISE EN SERVICE DES ASCENSEURS DEFINITIFS (MESA)

Cliquer sur le document pour accéder au
formulaire en ligne ➡

GESTION DES APPROVISIONNEMENTS ET DES MANUTENTIONS

Ce document permet au responsable du service de gérer les approvisionnements et de formaliser dans des **PGRS** (plan particulier de sécurité et de protection de la société) nos besoins. Nos manutentions.

Entreprise	Chapitre	Lettre
Matériau : Produit usiné (kg) Conditionnement	Site : 1, 2, 3, 4 Moyen de transport	Transport à l'unité Pays de destination Date de livraison
Quantité de l'approvisionnement	Quantité d'approvisionnement unitaire	Quantité d'approvisionnement totale
Manutention : Produit usiné (kg) Conditionnement	Site : 1, 2, 3, 4 Moyen de transport	Remorque à l'unité Pays de destination Date de livraison
Quantité de l'approvisionnement	Quantité d'approvisionnement unitaire	Quantité d'approvisionnement totale
Matériau : Produit usiné (kg) Conditionnement	Site : 1, 2, 3, 4 Moyen de transport	Transport à l'unité Pays de destination Date de livraison
Quantité de l'approvisionnement	Quantité d'approvisionnement unitaire	Quantité d'approvisionnement totale

APPATD
www.appatd.fr



Accéder au formulaire page suivante

GESTION DES APPROVISIONNEMENTS ET DES MANUTENTIONS

Ce document permet au responsable de travaux de gérer les approvisionnements et de formaliser dans son PPSPS (plan particulier de sécurité et protection de la santé) ses besoins liés aux manutentions.

cachet de l'entreprise

Entreprise

Chantier

Lot

Matériau :

Poids unitaire (kg)

Conditionnement

Moyen de déchargement

Dim. L x l x h

Moyen de livraison

Moyen d'approvisionnement vertical

Nombre d'unités

Poids total (tonnes)

Date de livraison

Moyen d'approvisionnement horizontal

Matériau :

Poids unitaire (kg)

Conditionnement

Moyen de déchargement

Dim. L x l x h

Moyen de livraison

Moyen d'approvisionnement vertical

Nombre d'unités

Poids total (tonnes)

Date de livraison

Moyen d'approvisionnement horizontal

Matériau :

Poids unitaire (kg)

Conditionnement

Moyen de déchargement

Dim. L x l x h

Moyen de livraison

Moyen d'approvisionnement vertical

Nombre d'unités

Poids total (tonnes)

Date de livraison

Moyen d'approvisionnement horizontal

Matériau :

Poids unitaire (kg)

Conditionnement

Moyen de déchargement

Dim. L x l x h

Moyen de livraison

Moyen d'approvisionnement vertical

Nombre d'unités

Poids total (tonnes)

Date de livraison

Moyen d'approvisionnement horizontal

Matériau :		Nombre d'unités	
Poids unitaire (kg)		Dim. L x l x h	
Conditionnement		Moyen de livraison	
		Date de livraison	
Moyen de déchargement		Moyen d'approvisionnement vertical	
		Moyen d'approvisionnement horizontal	

Matériau :		Nombre d'unités	
Poids unitaire (kg)		Dim. L x l x h	
Conditionnement		Moyen de livraison	
		Date de livraison	
Moyen de déchargement		Moyen d'approvisionnement vertical	
		Moyen d'approvisionnement horizontal	

Matériau :		Nombre d'unités	
Poids unitaire (kg)		Dim. L x l x h	
Conditionnement		Moyen de livraison	
		Date de livraison	
Moyen de déchargement		Moyen d'approvisionnement vertical	
		Moyen d'approvisionnement horizontal	

Matériau :		Nombre d'unités	
Poids unitaire (kg)		Dim. L x l x h	
Conditionnement		Moyen de livraison	
		Date de livraison	
Moyen de déchargement		Moyen d'approvisionnement vertical	
		Moyen d'approvisionnement horizontal	

Matériau :		Nombre d'unités	
Poids unitaire (kg)		Dim. L x l x h	
Conditionnement		Moyen de livraison	
		Date de livraison	
Moyen de déchargement		Moyen d'approvisionnement vertical	
		Moyen d'approvisionnement horizontal	

Observations :

Transmis à M. le

Représentant de l'entreprise

Représentant de la maîtrise d'ouvrage

Signature

Signature

[illegible]



LIENS UTILES

MISE EN SERVICE DES ASCENSEURS DEFINITIFS (MESA)

www.preventionbtp.fr

www.inrs.fr

www.travailler-mieux.gouv.fr

www.cramif.fr

www.forsapre.fr

www.ameli.fr

www.legifrance.gouv.fr

www.anact.fr

www.sist-btp.com

www.btp77

PréventionBTP

Avec l'OPPBTP, simplifiez-vous la prévention des risques.



PROCÈS VERBAL DE MISE À DISPOSITION D'UN ÉCHAFAUDAGE PAR UNE ENTREPRISE TITULAIRE DU LOT ÉCHAFAUDAGE

Ce document officialise le transfert de garde de l'échafaudage, en matière de responsabilité, vers l'utilisateur partagé. L'entreprise «utilisateur partagé» s'assure visuellement que l'échafaudage mis à disposition correspond au cahier des charges défini pour ses travaux.

Référence de l'affaire

Adresse du chantier

Nom et adresse de l'entreprise
concernée par la mise à disposition
de l'échafaudage

Représentée par

- ☐ Titulaire du lot échafaudage
☐ Prestataire échafaudage
☐ Utilisateur partagé

Signature

Nom et adresse de l'entreprise
concernée par la mise à disposition
de l'échafaudage

Représentée par

- ☐ Titulaire du lot échafaudage
☐ Prestataire échafaudage
☐ Utilisateur partagé

Signature

Nom et adresse de l'entreprise
concernée par la mise à disposition
de l'échafaudage

Représentée par

- ☐ Titulaire du lot échafaudage
☐ Prestataire échafaudage
☐ Utilisateur partagé

Signature

Nom et adresse de l'entreprise
concernée par la mise à disposition
de l'échafaudage

Représentée par

- ☐ Titulaire du lot échafaudage
☐ Prestataire échafaudage
☐ Utilisateur partagé

Signature

Nom et adresse de l'entreprise
concernée par la mise à disposition
de l'échafaudage

Représentée par

- ☐ Titulaire du lot échafaudage
☐ Prestataire échafaudage
☐ Utilisateur partagé

Signature

Nom et adresse de l'entreprise
concernée par la mise à disposition
de l'échafaudage

Représentée par

- ☐ Titulaire du lot échafaudage
☐ Prestataire échafaudage
☐ Utilisateur partagé

Signature

Nom et adresse de l'entreprise
concernée par la mise à disposition
de l'échafaudage

Représentée par

- ☐ Titulaire du lot échafaudage
☐ Prestataire échafaudage
☐ Utilisateur partagé

Signature

Nom et adresse de l'entreprise
concernée par la mise à disposition
de l'échafaudage

Représentée par

- ☐ Titulaire du lot échafaudage
☐ Prestataire échafaudage
☐ Utilisateur partagé

Signature

Nom et adresse de l'entreprise
concernée par la mise à disposition
de l'échafaudage

Représentée par

- ☐ Titulaire du lot échafaudage
☐ Prestataire échafaudage
☐ Utilisateur partagé

Signature

Nom et adresse de l'entreprise
concernée par la mise à disposition
de l'échafaudage

Représentée par

- ☐ Titulaire du lot échafaudage
☐ Prestataire échafaudage
☐ Utilisateur partagé

Signature

Nom et adresse de l'entreprise
concernée par la mise à disposition
de l'échafaudage

Représentée par

- ☐ Titulaire du lot échafaudage
☐ Prestataire échafaudage
☐ Utilisateur partagé

Signature

Nom et adresse de l'entreprise
concernée par la mise à disposition
de l'échafaudage

Représentée par

- ☐ Titulaire du lot échafaudage
☐ Prestataire échafaudage
☐ Utilisateur partagé

Signature

TRANSFERT DE GARDE

L'entreprise en charge du lot échafaudage s'engage à transmettre à l'entreprise «utilisateur partagé» les plans et instructions pour le montage, le démontage et le stockage, la note de calcul de résistance et de stabilité si elle ne figure pas dans une notice du fabricant ou si le montage ne correspond pas à une configuration prise en compte dans la notice du fabricant.

En contrepartie de quoi l'entreprise «utilisateur partagé» s'engage à assurer le gardiennage, le bon usage et l'entretien de l'échafaudage jusqu'à la date prévisionnelle du [] convenue entre les parties. Elle s'interdit de modifier tout ou partie de l'échafaudage.

Par ailleurs, l'entreprise «utilisateur partagé» s'engage à ne pas mettre à disposition l'échafaudage à des personnes ne faisant pas partie de son personnel, sans solliciter l'accord préalable de l'entreprise en charge du lot échafaudage.

L'accès à l'échafaudage par l'entreprise «utilisateur partagé» est admis par l'entreprise en charge du lot échafaudage à dater de la signature du présent procès verbal de mise à disposition et jusqu'à la date prévisionnelle de fin des travaux de celle-ci.

Procès verbal établi en [] exemplaires

Fait à

le

Pour l'échafauteur

Pour l'entreprise « utilisateur partagé »

Nom

Nom

Prénom

Prénom

Signature

Signature